

**Assemblée générale**

Distr. générale
19 décembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session
Point 123 de l'ordre du jour
Projet de budget-programme
pour l'exercice biennal 2002-2003

Prévisions de dépenses liées à des questions dont le Conseil de sécurité est saisi**Huitième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le deuxième additif au rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses liées aux questions dont le Conseil de sécurité est saisi, qui contient les prévisions de dépenses au titre du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2002 (A/C.5/56/25/Add.2).

2. Dans sa lettre datée du 5 décembre 2001, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2001/1182), le Secrétaire général a informé le Conseil que les efforts liés à sa mission de bons offices à Chypre se poursuivraient au moins jusqu'à la fin de l'année 2002 et que, dans l'accomplissement de cette mission, une petite équipe de collaborateurs continuerait de seconder son Conseiller spécial pour Chypre. Le Comité consultatif relève que, dans sa lettre datée du 10 décembre 2001 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2001/1162), le Secrétaire général se réfère à la rencontre qui a eu lieu le 4 décembre 2001 entre M. Glafcos Clerides et M. Rauf Denktash dans la zone protégée des Nations Unies, en présence de son Conseiller spécial pour Chypre. Au cours de cette rencontre, les deux parties sont convenues d'entamer des pourparlers directs le 16 janvier 2002.

3. Le Comité consultatif rappelle que, par une lettre datée du 5 juillet 2001, il avait souscrit à la demande du Secrétaire général d'engager des dépenses d'un montant maximal de 374 400 dollars au titre du Conseiller spécial pour Chypre pour la période de six mois se terminant le 31 décembre 2001 (voir annexe). L'ouverture de crédit correspondante a été demandée dans le contexte du second rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001 (A/56/674).

4. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/56/25/Add.2, sect. III), le montant total des crédits nécessaires au titre des activités du Conseiller spécial pour Chypre pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2002 est estimé à 1 413 400 dollars.

5. Le montant de 1 247 200 dollars correspondant au coût du personnel civil couvre le maintien de trois postes [1 P-5, 1 P-3 et 1 poste d'agent des services généraux (autres classes)] (298 300 dollars); le recrutement et les frais de voyage d'un conseiller juridique et de trois experts pour une période représentant 25 mois de travail (374 800 dollars) et les frais de voyage du Conseiller spécial et de ses collaborateurs dans le cadre d'une dizaine de séries de



négociations entre les parties (574 200 dollars) (A/C.5/56/25/Add.2, annexe I.B, par. 1 à 3).

6. Le montant estimatif de 166 200 dollars afférent aux dépenses opérationnelles devrait couvrir le coût de légères transformations aux locaux où se tiendront les négociations entre les parties (5 000 dollars); de la location de véhicules (5 600 dollars); des communications par réseaux commerciaux (6 000 dollars); de l'ameublement de la salle de conférence où auront lieu les négociations (10 000 dollars); de l'acquisition de matériel informatique et autre, de pièces de rechange et fournitures (102 400 dollars); de fournitures et services (27 200 dollars) ainsi que du fret aérien et de surface (10 000 dollars).

7. Le Comité consultatif recommande qu'un crédit de 1 413 400 dollars à prélever sur le montant prévu au titre des missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 soit ouvert au titre du Conseiller spécial pour Chypre pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2002. Le Comité tiendra compte des renseignements figurant dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/56/25/Add.2) lorsqu'il reprendra l'examen des prévisions de dépenses présentées dans les documents A/C.5/56/25 et Add.1 en février 2002 (voir A/56/7/Add.5, par. 5, et A/56/7/Add.6, par. 11).

Annexe

Lettre datée du 5 juillet 2001, adressée au Secrétaire général par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la lettre du Contrôleur en date du 27 juin 2001 demandant que le Comité autorise l'engagement de dépenses d'un montant ne dépassant pas 374 400 dollars au titre du Conseiller spécial pour Chypre. Cette demande est formulée en application du paragraphe 3 de la résolution 54/252 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1999 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires.

Par une lettre datée du 5 juin 2001 (S/2001/557), le Président du Conseil de sécurité vous a informé que le Conseil avait noté que les efforts liés à votre mission de bons offices à Chypre se poursuivraient au moins jusqu'à la fin de l'année en cours.

Ainsi qu'il était indiqué dans la lettre du Contrôleur, les dépenses initiales afférentes à votre Conseiller spécial pour Chypre, d'un montant estimatif de 711 800 dollars, ont été imputées sur les engagements que vous êtes autorisé à contracter par l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution 54/252 de l'Assemblée générale relative aux dépenses imprévues et extraordinaires et ont été portées à la connaissance de l'Assemblée générale dans le contexte du premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2000-2001.

Il était également indiqué dans cette lettre que l'Assemblée générale avait approuvé des ressources additionnelles d'un montant net de 35 400 dollars pour la mission, pour la période du 1er janvier au 30 juin 2001, après avoir pris en compte le solde inutilisé de 409 300 dollars prélevé sur l'engagement initial; après réévaluation des coûts, le crédit ouvert pour la mission s'est monté au total à 751 800 dollars.

Le Comité consultatif relève dans la lettre du Contrôleur que le maintien de la mission de bons offices à Chypre pendant une nouvelle période de six mois se terminant le 31 décembre 2001 nécessiterait un montant total de 624 400 dollars.

Le Comité consultatif relève également dans cette lettre qu'à ce jour, un total de 501 500 dollars a été engagé, laissant un solde inutilisé de 250 000 dollars. En conséquence, les crédits additionnels nécessaires au maintien de la mission jusqu'à la fin de 2001 seraient de 374 400 dollars.

Conformément au paragraphe 3 de la résolution 54/252 de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1999 relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, le Comité consultatif approuve votre demande d'engagement de dépenses d'un montant ne dépassant pas 374 400 dollars. Le Comité note, dans la lettre du Contrôleur, que cette question sera réexaminée dans le cadre du second rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2000-2001.

Le Président
(Signé) C. S. M. Mselle